

## Le CST a mis fin à des milliards d'actions malveillantes contre les réseaux informatiques fédéraux, selon un rapport

\*CST est l'acronyme de: "Le Centre de la sécurité des télécommunications" ou CSE en anglais du Gouvernement du Canada.

Howard Solomon :



L'agence canadienne de renseignement d'origine électromagnétique a protégé les réseaux informatiques fédéraux contre une moyenne de 6,3 milliards d'actions malveillantes par jour – telles que des tentatives de déploiement de logiciels malveillants – au cours du dernier exercice, en plus d'entreprendre trois cyberopérations étrangères contre des cibles à l'extérieur du pays, selon son dernier rapport annuel.

Le Centre de la sécurité des télécommunications, l'agence de renseignement électromagnétique étranger du pays, a donné cet exemple de son travail jeudi, en publiant la [version publique de son rapport annuel](#) couvrant 12 mois se terminant le 31 mars 2023.

Le mandat du CST comprend l'intervention en ligne pour contrer les menaces étrangères et promouvoir les intérêts du Canada en matière d'affaires internationales, de défense ou de sécurité.

À cette fin, en 2022, le gouvernement a autorisé trois cyberopérations actives à l'étranger, indique le rapport.

Aucun détail n'a été fourni sur ce qui a été fait.

Une cyberopération active pourrait inclure la destruction d'un service informatique criminel ou étatique.

En mars, le CST avait déployé des capteurs basés sur l'hôte dans 85 institutions fédérales (comparativement à 79 en 2022), y compris des protections sur 860 000 appareils; des capteurs fonduagiques dans 72 institutions fédérales; des capteurs en réseau dans 84 institutions fédérales; et des capteurs de réseau virtuel dans cinq institutions fédérales.

Cette année, il a également déployé plus de 5 100 capteurs basés sur l'hôte pour protéger une institution non fédérale anonyme qui vivait ce que le rapport appelle un cyberincident grave.

On ne sait pas s'il s'agit d'une cyberattaque contre un pipeline canadien dont un gang russe s'est attribué.

Le premier ministre Justin Trudeau [a confirmé qu'il y avait eu une attaque](#), ajoutant qu'elle n'avait causé aucun dommage physique.

Faisant partie du ministère de la Défense nationale, le CST dispose d'un budget annuel de 948 millions de dollars et de 3 232 employés à temps plein.

Son dernier chef est Caroline Xavier.

Le CST est supervisé par l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) et le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR).

Sa division tournée vers l'extérieur, le Centre canadien pour la cybersécurité, qui conseille les secteurs public et privé, produit [l'évaluation nationale annuelle des cybermenaces](#).

Le rapport révèle un certain nombre de façons dont le CST et le Centre pour la cybersécurité aident le secteur privé :

- la découverte de plusieurs vulnérabilités à fort impact qui ont été divulguées aux fournisseurs concernés;
- offrant une plate-forme de détection et d'analyse des logiciels malveillants appelée Assemblyline, où les entreprises et les capteurs de défense peuvent soumettre des fichiers suspects pour analyse. Il analyse un milliard de dossiers par an;
- offrir Aventail, un service automatisé de renseignement sur les menaces et d'indicateurs de compromission;
- l'organisation de The Big Dig, un atelier annuel de deux semaines sur la cybersécurité classifiée avec des entreprises sélectionnées, du personnel gouvernemental et des membres des partenaires du renseignement Five Eyes afin de trouver des moyens d'accélérer la détection et l'atténuation des logiciels malveillants, de créer une plate-forme d'analyse « dans une boîte » à déployer auprès des victimes non gouvernementales de cyberattaques et de protéger les appareils industriels connectés à Internet;
- créer, en collaboration avec Sécurité publique Canada, l'Outil canadien de cybersécurité, un outil d'autoévaluation pour les fournisseurs d'infrastructures essentielles comme les hôpitaux, les services publics, les entreprises de transport, les services financiers et les fournisseurs de services de télécommunications.

Au cours de l'exercice, Sécurité publique Canada et le Centre pour la cybersécurité ont mené un programme pilote avec 18 municipalités, qui ont utilisé le CCST pour cerner les lacunes en matière de cybersécurité,

déterminer les priorités et créer des plans d'action.



## Howard Solomon

Actuellement rédactrice pigiste, je suis l'ancienne rédactrice en chef de ITWorldCanada.com et Informatique Canada. Journaliste informatique depuis 1997, j'ai écrit pour plusieurs des publications sœurs d'ITWC, notamment ITBusiness.ca et Computer Dealer News.

Auparavant, j'étais journaliste au Calgary Herald et au Brampton (Ontario) Daily Times. Je peux être contacté à hsolomon [at] soloreporter.com

*Recherche et mise en page:*

*Michel Cloutier*

*CIVBDL*

*20230704*

*"C'est ensemble qu'on avance"*